

Briser le cercle infernal Libéralisation/Etatisation

L'économie n'est elle pas trop sérieuse pour la laisser aux mains des experts ? Hier, il fallait libéraliser à tout crin, aujourd'hui, il convient de nationaliser les banques. Hier on vénérât l'argent roi, aujourd'hui on ne jure plus que par la morale ! Et si ces réponses étaient insuffisantes ? L'économie solidaire propose de démocratiser l'économie pour la rendre durable.



Laboratoire Communication et
Politique

www.lcp.cnrs.fr

27, rue Damesme
75013 PARIS
T. 01 44 16 75 68
F. 01 44 16 75 69
UPR 3255

Un mouvement récurrent

Comment faire face à la crise économique ? La question n'est pas nouvelle. En 1830, au début de l'industrialisation, en 1929, après le krach boursier, à la fin du vingtième siècle avec l'éclatement de la bulle Internet, le problème s'est posé avec force. Or si les réponses apportées diffèrent techniquement, sur le fond, elles furent identiques aux réponses proposées par nos gouvernants actuels: régulation et moralisation. L'Etat doit réguler le système économique pour garantir sa pérennité.

Des solutions insuffisantes

Pourquoi ? Pour trois raisons au moins :

1-L'histoire montre qu'après une phase (plus ou moins longue) de stabilisation, le système finit toujours par se déséquilibrer et provoquer une crise nouvelle

2-Ces réponses s'avèrent de moins en moins efficace à l'ère de la globalisation des marchés. Même si l'Europe parvient à se coordonner économiquement, elle reste désunie politiquement. Une réponse de type keynésien visant à limiter les effets de la spéculation et à relancer la croissance est rendue difficile par nos règles concernant le marché intérieur et l'indépendance de la Banque Centrale Européenne. De même, la nécessaire moralisation de l'économie se heurte à une des bases du capitalisme : la course au profit. Comme le faisait déjà remarquer Aristote, la recherche du profit maximum conduit nécessairement à minimiser l'éthique, à privilégier l'intérêt personnel au détriment de la communauté.

3-L'Etat et le marché ne sont pas les seuls acteurs du système économique. L'anthropologue Karl Polanyi, l'historien Fernand Braudel ou le sociologue Max Weber nous rappellent tous, par des voies différentes, que l'économie ne se réduit pas au couple Etat/marché auquel la réduisent les économistes libéraux, keynésiens ou marxistes. Sans le travail domestique, le système D et la réciprocité, aucun système économique ne peut survivre.

Pour une nouvelle approche

Il convient donc de casser ce cycle infernal libéralisation (des profits), étatisation (des pertes). Pour cela, il est urgent d'introduire un troisième acteur, la société civile, et un troisième levier de sortie de crise, la délibération. Dans une société de plus en plus complexe et incertaine, la réponse aux questions clefs de l'économie (Que produire ? Comment éviter que la monnaie ne soit une marchandise spéculative ? Quels sont les biens publics ? etc.), ne peut pas être apportée par un homme seul, fût-il prix Nobel d'économie ou expérimenté Ministre des finances. Selon nous, seule l'intelligence collective permet une réponse pertinente à ces questions clefs. Or la meilleure façon de produire de l'intelligence collective reste la démocratie : la

Sous la tutelle du



délibération de tous dans l'espace public. C'est donc en élargissant la démocratie à la sphère économique que l'on pourra envisager de sortir durablement de la crise.

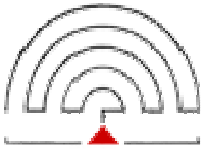
Lançons le débat

Au 21^{ème} siècle, les élites économiques ou politiques ne devraient plus décider seules de l'avenir de l'économie, mais y associer les citoyens et le mouvement social en général. Orienter le système économique vers un développement soutenable (écologique et solidaire) est le message central de l'économie solidaire.

« Pas de développement durable sans une démocratie capable de soumettre la recherche de rentabilité à une logique d'intérêt général ». Notre propos n'est pas une incantation, mais une invitation au débat. Nous n'avons pas la prétention de détenir des vérités toutes faites, mais d'offrir de nouvelles perspectives au débat. Avec l'intime conviction que c'est en introduisant de la démocratie au cœur de l'économie que l'on peut sauver notre planète et réduire les inégalités.

Eric Dacheux*, Professeur à l'Université de Clermont -Ferrand

Eric Lavillunière, Chargé de Direction INEES



Laboratoire Communication et
Politique

www.lcp.cnrs.fr

27, rue Damesme
75013 PARIS

T. 01 44 16 75 68

F. 01 44 16 75 69

UPR 3255

Sous la tutelle du



* Dernier ouvrage paru « Communiquer l'utopie économie solidaire et démocratie », L'Harmattan, 2008.